

Deux fédérations de producteurs doutent de la sécurité alimentaire de l'UE

La Coordination européenne Via Campesina et l'European Milk Board critiquent l'actuel système de production de l'Union européenne. Le duo estime que la sécurité alimentaire du continent est en danger.

Article réservé aux abonnés



AFP.



Journaliste de la cellule wallonne

Par [Jean-Luc Bodeux](#) ([/19603/dpi-authors/jean-luc-bodeux](#))

Publié le 19/07/2022 à 17:01 | Temps de lecture: 6 min

La sécurité alimentaire de l'Union européenne est-elle en sursis ? Alors que lors des derniers débats agricoles au Parlement européen et à la Commission, les eurodéputés et le commissaire à l'Agriculture commentaient que la crise ukrainienne ne mettait pas en cause notre sécurité alimentaire, largement autosuffisante pour la majorité des produits, deux groupements européens adressent une lettre ouverte dans un sens opposé, à savoir la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) et l'European Milk Board (EMB).

L'ECVC est une fédération paysanne européenne qui rassemble des organisations paysannes nationales et régionales, des travailleurs agricoles et ruraux. L'association organise la défense des droits des paysans et des ouvriers agricoles ainsi que la promotion d'une agriculture paysanne diversifiée et familiale. L'European Milk Board est, quant à lui, une association représentative des intérêts des producteurs laitiers. Il a des membres dans 16 pays européens et représente environ 100.000 producteurs. Il défend une production laitière durable qui permet aux éleveurs de vivre décemment de leur travail.

À lire aussi | [Guerre en Ukraine: certains eurodéputés voudraient remettre en cause le «Green deal»](#)

([https://www.lesoir.be/430735/article/2022-03-17/guerre-en-ukraine-certains-eurodeputes-voudraient-remettre-en-cause-le-green?](https://www.lesoir.be/430735/article/2022-03-17/guerre-en-ukraine-certains-eurodeputes-voudraient-remettre-en-cause-le-green?referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dagriculture%2Bunion%26page%3D1)

[referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dagriculture%2Bunion%26page%3D1](https://www.lesoir.be/430735/article/2022-03-17/guerre-en-ukraine-certains-eurodeputes-voudraient-remettre-en-cause-le-green?referer=%2Farchives%2F recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dagriculture%2Bunion%26page%3D1)

« Nous observons avec une grande inquiétude l'état actuel du système de production de l'UE », constatent les deux groupements. « Sans action immédiate, l'approvisionnement en denrées alimentaires de première nécessité et donc la sécurité alimentaire ne peuvent plus être garantis. Il est indéniable que la guerre en Ukraine et la pandémie de coronavirus représentent deux défis de taille pour l'approvisionnement alimentaire de l'Union européenne. Toutefois, un autre facteur déterminant met gravement en péril la sécurité alimentaire : le système agricole actuel de l'UE. Certes, l'UE peut difficilement éviter les guerres et les pandémies exogènes, mais elle doit orienter son modèle agricole de manière à garantir l'approvisionnement à moyen et long termes, indépendamment des crises internes et externes. A défaut, les rayons vides et les pénuries alimentaires feront partie intégrante de notre quotidien. »

Un déclin continu du nombre de producteurs

Les deux fédérations estiment que le système agricole européen n'est pas une option valable, tant pour la planète que les agriculteurs. Elles constatent un déclin inquiétant du nombre de producteurs. Et le justifient par des prix à la production extrêmement bas par rapport aux coûts de production qui font que ces producteurs parviennent à peine à subvenir à leurs besoins. Et de donner un exemple révélateur. « Dans le secteur laitier de l'Union, le revenu horaire moyen d'un producteur laitier est de 4,19 euros, de 0 euro pour un Néerlandais et de 5,25 euros et 6,10 euros pour leurs collègues luxembourgeois et allemands. En outre, les crises et les incertitudes récurrentes ainsi que les exigences plus élevées et non rémunératrices de la part du législateur, de la transformation et de la distribution poussent les agriculteurs à abandonner leurs activités et empêchent la jeune génération de s'installer, ce qui ne fait qu'aggraver la situation. On observe ainsi une baisse du volume de lait produit dans les grands pays producteurs comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. L'explosion des coûts accélère cette évolution, si bien que la structure actuelle et future de production ne permettra pas de produire des denrées alimentaires de manière stable au sein de l'UE. »

📖 À lire aussi | [Agriculture: la révision de la PAC, une occasion unique pour redorer la biodiversité](https://www.lesoir.be/400331/article/2021-10-13/agriculture-la-revision-de-la-pac-une-occasion-unique-pour-redorer-la-biodiversite) (<https://www.lesoir.be/400331/article/2021-10-13/agriculture-la-revision-de-la-pac-une-occasion-unique-pour-redorer-la-referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dpac>)

L'ECVC et l'EMB estiment que « la cause principale de l'état problématique de l'agriculture est l'orientation actuelle de la politique agricole de l'UE axée sur une production et des exportations à bas prix, une forte libéralisation des échanges, une dépendance mondiale et une dérégulation interne, ainsi que les nombreuses crises qui en découlent dans le secteur et qui ont usé la structure de production. Cette orientation, qui nuit en outre à l'autonomie des exploitations et à celle de l'UE en raison de la forte dépendance qu'elle engendre, profite aux entreprises multinationales mais s'avère fatale pour les agriculteurs sur le plan économique et social. Les marges des producteurs se sont considérablement réduites au cours des trois dernières décennies. En matière de production laitière, cet effondrement se reflète notamment dans la marge économique nette de l'UE, qui s'élevait à 3,79 cents/kg de lait en 1989 et qui est passée en 2019 à -4,96 cents/kg de lait, soit une valeur négative considérable. Dans de telles conditions, il devient impossible pour les petites et moyennes exploitations, en particulier, de maintenir leur activité, mais les grandes exploitations ne sont pas épargnées non plus. »

Des prix de vente trop bas et des importations incohérentes

Les deux fédérations estiment que « les prix de production devraient être liés aux coûts de production. Aucun produit agricole ne devrait être vendu à un coût inférieur aux coûts de production ». Comme c'est le cas pour n'importe quel autre secteur d'activité économique. Et pourquoi pas en agriculture ?

« Il faut arrêter ou inverser le processus de déréglementation ! L'objectif doit être d'équilibrer le marché. Des instruments de crise appropriés doivent être intégrés dans le système agricole de l'UE. »

📖 À lire aussi | [Agriculture : la difficulté d'être jeune agriculteur](https://www.lesoir.be/355673/article/2021-02-17/agriculture-la-difficulte-detre-jeune-agriculteur) (<https://www.lesoir.be/355673/article/2021-02-17/agriculture-la-difficulte-detre-jeune-agriculteur-referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3DPAC%2BWallonie%2BI>)

Quant au pacte vert (le fameux Green Deal) pour l'Europe et la stratégie « De la ferme à la table » ou « De la fourche à la fourchette », l'ECVC et l'EMB considèrent que « ce sont deux stratégies de durabilité qui n'impliquent pas suffisamment la participation des agriculteurs et qui ne sont pas accompagnées des outils nécessaires à leur mise en œuvre. Les politiques environnementales et climatiques ne peuvent pas être efficaces dans ce cadre. »

Autre point noir, les importations, souvent critiquées. Ce lundi, au Conseil européen, des ministres ont de nouveau soulevé ce point, estimant que les normes exigées des producteurs européens devaient être les mêmes que celles des pays tiers qui exportent en Europe. Voici quelques jours, la Fugea avait déjà tapé du poing en fustigeant la conclusion d'un accord de libre-échange passé par la Commission avec la Nouvelle-Zélande pour importer viande et lait. Tout le contraire de ce que l'UE veut promouvoir via le Green Deal et le processus « De la ferme à la table ». « Ces produits pourront rentrer chez nous sans respecter toutes les normes imposées à nos agriculteurs. C'est complètement incohérent en vue de la mise en œuvre de la future PAC », martèle la Fugea.

📖 À lire aussi | [Le Pacte vert européen secoué à tort par la guerre en Ukraine?](https://www.lesoir.be/435581/article/2022-04-11/le-pacte-vert-europeen-secoue-tort-par-la-guerre-en-ukraine) (<https://www.lesoir.be/435581/article/2022-04-11/le-pacte-vert-europeen-secoue-tort-par-la-guerre-en-ukraine-referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26word%3Dfourche%2Bfourchette>)

« Du changement dès maintenant »

Et les deux signataires de cette lettre ouverte de conclure : « Dans un contexte de libéralisation accrue des échanges, la dépendance de l'UE vis-à-vis des marchandises produites en dehors des frontières a considérablement augmenté et ce sont les prix extérieurs, mondiaux et bon marché qui prédominent, au détriment des prix appliqués dans l'UE et qui correspondent aux normes et aux coûts de production locaux. Il faut réduire la dépendance vis-à-vis des importations et les exportations nuisibles à bas prix en excluant l'agriculture de l'OMC et des accords de libre-échange. Notre système agricole doit être réformé dès maintenant. Il n'y a pas de temps à perdre ! Tous les efforts doivent être déployés pour stabiliser notre structure de production en termes de durabilité et de résilience, dans la perspective de la souveraineté alimentaire dans l'UE et partout dans le monde. »